

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

Quimper, le 8 AOUT 2024

Références : ENV-D-24. 0401

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société TECNOR-SOFAC

ZI du Fromeur
29400 Landivisiau

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 de l'établissement Tecnor SOFAC implanté dans la zone industrielle du Fromeur à Landivisiau (29400). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société TECNOR-SOFAC
- ZI du Fromeur 29400 Landivisiau
- Code AIOT : 0005514400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TECNOR SOFAC exploite à LANDIVISIAU un établissement spécialisé dans la fabrication d'aliments pour le bétail. L'autorisation initiale d'exploiter cette installation avait été accordée par arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 à la société Tecnor Sofac. Son activité est actuellement encadrée par l'arrêté préfectoral n° 62-10 AI en date du 26 août 2010.

Les thèmes de visite retenus sont le confinement des eaux d'extinction, la défense incendie, ainsi que les analyses des rejets dans l'eau et l'air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais (1)
5	Analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 11.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délai
1	Conformité au dossier/Extinction automatique du local électrique	Arrêté de mise en demeure du 23/11/2021, Art. 1	3 mois (bon de commande) et 6 mois (achèvement des travaux)
2	Consignes incendie	Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 7.2.4	1 mois
3	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 11.3	
4	Conformité au dossier/Barrières de sécurité - Séchoir	Arrêté préfectoral du 26/08/2010, Art. 2.1	
6	Qualité des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 11.3	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	Analyse des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, A I Art. 15.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société a été mise en demeure le 23/11/2021 de créer une zone de confinement et d'équiper le local électrique « dosage » d'une détection « incendie » asservie à une extinction automatique. L'exploitant a répondu à la première partie de la mise en demeure en mettant en place un bassin de confinement pour récupérer les eaux d'extinction. Concernant la seconde partie de la mise en demeure, la mise en place d'une extinction automatique dans le local électrique se révèle plus compliquée à mettre en place étant donné que le local électrique n'est pas étanche. Étant donné la complexité des travaux et le budget nécessaire pour rendre étanche le local technique, l'exploitant n'a toujours pas respecté la seconde partie de la mise en demeure. Il a tenu informé l'Inspection des Installations Classées (IIC) des actions menées depuis fin 2021. Le jour du contrôle, il s'est engagé à réaliser les travaux avant la fin de l'année.

De manière générale, l'exploitant doit améliorer sa gestion en matière de protection incendie et veiller à ce que les consignes soient bien établies et opérationnelles. Par ailleurs, les analyses des eaux pluviales n'ont pas été réalisées depuis 2022. L'IIC a qualifié cet écart de majeur et a proposé une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier/Prévention des pollutions accidentelles / Extinction automatique du local électrique

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 23/11/2021, Art. 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : La société Tecnor Sofac en sa qualité d'exploitant des installations classées situées dans la zone industrielle du Fromeur à LANDIVISIAU est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants : <ul style="list-style-type: none"> • 2.1 de l'arrêté du 29/05/2010 susvisé relatives à la conformité de ses installations au dossier de demande d'autorisation pour ce qui concerne les dispositions relatives à la prévention des pollutions accidentelles, notamment en cas d'incendie ; • 7 de l'arrêté du 02/02/1998 susvisé relatives aux dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols ; • 8.7 de l'arrêté du 29/05/2010 susvisé relatives à la détection « incendie » asservie à une extinction automatique des locaux électriques.
Constats : 1^{er} point : concernant les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols : D'après l'EDD de 2014, dans le chapitre : <ul style="list-style-type: none"> - Pollution accidentelle par les eaux d'extinction (p 71), il est écrit « L'eau utilisée par les équipes d'intervention pour éteindre l'incendie [...] s'écoule en entraînant les produits de dégradation issus de la combustion. Ces eaux sont susceptibles de polluer l'environnement (compte-tenu de la nature des produits), si elles ne sont pas retenues (confinement), analysées et traitées avant rejet. Dans ces conditions, le dimensionnement d'une zone de confinement devra tenir compte du dépôt le plus important. Le principe du dimensionnement est basé sur les moyens à mettre en œuvre en cas d'incendie. - Appréciation des dangers présentes par les substances dangereuses pour l'environnement (p 79), il est recommandé d'équiper les regards EP situés aux points les plus bas du site d'obturateurs. L'IIC a constaté la présence d'un bassin de confinement, construit sur la parcelle jouxtant l'ancien

bâtiment/hangar situé à l'entrée du site. Cette parcelle a été acquise par l'exploitant pour la création de ce bassin. D'après le plan, son volume est de 1695 m³. Les eaux pluviales du site traversent ce bassin puis sont rejetées dans le ruisseau du Quillivaron, ruisseau qui rejoint l'Elorn.

Le jour du contrôle, l'IIC a constaté que la bache du bassin était défectueuse en partie haute du bassin. L'exploitant a indiqué que le service après vente avait été contacté pour venir réparer la bache.

L'exploitant doit fermer deux vannes pour confiner les eaux d'extinction : une vanne située à proximité du séchoir et l'autre située en aval du bassin. A noter qu'en aval du bassin de confinement se situe deux vannes (une vanne pour fermer le bassin et une vanne de dérivation pour que les eaux pluviales du site puissent s'écouler dans le ruisseau sans passer par le bassin de confinement lorsque celui-ci est rempli d'eaux d'extinction en attente d'analyses). **Voir constat n°6.**

A la demande de l'IIC, l'exploitant a fermé, avec succès, les trois vannes.

Ces points répondent à la première partie de la mise en demeure du 23/11/2021.

2^{ème} point : concernant la détection « incendie » asservie à une extinction automatique dans le local électrique « dosage » :

L'exploitant doit rendre étanche le local électrique pour y installer une détection « incendie » asservie à une extinction automatique. Les travaux s'avèrent donc plus compliqués que prévu initialement et demandent davantage d'investissement financier.

L'exploitant a tenu informé l'IIC de l'avancée des actions mises en œuvre depuis fin 2021 :

- Par courrier en date du 1/12/2021, l'exploitant a informé l'IIC de la difficulté à respecter les délais de mise en conformité. Compte-tenu de la complexité des sujets et des travaux à réaliser, les entreprises sous-traitantes étaient dans l'impossibilité de donner des délais de réalisation.
- Par courrier en date du 27/01/2022, l'exploitant a expliqué avoir pris contact avec la société CHUBB afin de mettre en place un système d'extinction.
- Par courriel en date du 8/08/2022, l'exploitant a transmis à l'IIC un devis daté du 3/03/2022 proposé par la société CHUBB. La société CHUBB a indiqué à l'exploitant qu'il était impossible de mettre en place un système d'extinction dans le local technique étant donné qu'il n'était pas étanche. Aussi, l'exploitant a précisé vouloir mettre en place un projet plus global de modification complète du système impliquant un réaménagement total et un possible déplacement du local technique.
- Par courrier en date du 19/09/2022, l'exploitant a écrit qu'il avait mandaté la société CEI pour lui demander une étude complète permettant de mettre en place un système d'extinction automatique par gaz dans les meilleures conditions et dans les meilleurs délais. Dans ce courrier, il a ajouté que le budget prévu pour la construction du bassin de confinement avait été engagé.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir fait appel à différents bureaux d'études afin de rendre le local électrique étanche et qu'étant donné la complexité des travaux, seul le bureau d'études EDEIS a répondu à la sollicitation de l'exploitant. Il a mis à la disposition de l'IIC le dossier de réponse du bureau d'études. L'exploitant souhaite maintenant affiner la proposition du bureau d'études et s'engage à réaliser les travaux de mise en conformité avant la fin de l'année. **L'exploitant transmettra à l'IIC le bon de commande avant le 1^{er} septembre 2024.** Une nouvelle inspection permettra de vérifier la réalisation effective de ces travaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Consignes incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes incendie

Prescription contrôlée :

Outre les consignes générales, l'exploitant établit des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- l'organisation des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ; [...]

Constats :

Les consignes pour fermer les vannes de confinement ne sont pas clairement établies. A noter que lors d'un sinistre, l'exploitant doit prendre :

- une clef (pour lever les regards) ;
- une tige pour fermer les deux vannes ;
- la clef pour ouvrir la clôture afin d'accéder à la vanne du bassin.

L'exploitant a cependant été en mesure de fermer les vannes pour confiner le site.

Néanmoins, les deux vannes situées en aval du bassin de confinement sont proches l'une de l'autre, il n'y a aucune signalétique pour différencier les deux vannes.

Par courriel en date du 14/03/2024, l'exploitant a transmis à l'IIC, le plan de masse du bassin. L'IIC constate sur ce plan la présence d'un troisième regard muni d'une vanne de coupure. Ce troisième regard n'a pas été évoqué lors du contrôle par l'exploitant. Il appartient à l'exploitant d'apporter davantage de précisions sur cette vanne et d'un point de vue général sur les consignes à mettre en oeuvre pour confiner le site.

L'IIC a constaté la présence des commandes manuelles des trappes de désenfumage. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer la procédure à appliquer en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 11.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu, [...] des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :

- deux poteaux d'incendie normalisés d'un diamètre $\varnothing = 100$ mm susceptibles, en fonctionnement simultané, d'assurer un débit ≥ 120 m³/h,
 - une réserve d'eau de 120 m³, alimentée en permanence [...]
 - deux colonnes sèches ; [...]
 - des exutoires de fumées, doublés de commandes manuelles, en partie haute de l'établissement.
- [...] Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ; [...]

Constats :

Concernant les exutoires de fumées : L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC les factures de novembre 2023 relatives à la remise en état de l'installation suite à la maintenance annuelle par la société Chubb. L'IIC a constaté la présence des commandes manuelles de deux exutoires (une dans le silo béton et l'autre dans l'usine).

Concernant les 2 colonnes sèches : l'exploitant a mis à la disposition de l'IIC le devis signé proposé par la société Chubb du 14/02/2024 pour la remise en état de l'installation suite à la maintenance annuelle.

Concernant les débits des 2 poteaux d'incendie : l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les débits des 2 poteaux.

Concernant la cuve d'eau de 120 m³ : l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si la bouche d'aspiration est fonctionnelle. Il ne vérifie pas le bon état de service de la cuve.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Conformité au dossier/Barrières de sécurité - Séchoir

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26/08/2010, Art. 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Réduction de la probabilité d'occurrence d'un incendie

Prescription contrôlée :

D'après l'EDD de 2014, les barrières de sécurité présentes au niveau du séchoir sont :

- sondes de températures avec seuils d'alarme et asservissement ; [...]
- tuyau d'arrosage à proximité du séchoir et raccordé en permanence sur un réseau d'eau

Une procédure d'intervention en cas de détection de dysfonctionnement au niveau du séchoir a été établie.

Constats :

Dans la salle de contrôle, l'IIC a constaté sur l'écran de contrôle que la température était contrôlée dans le séchoir via plusieurs sondes. L'exploitant a indiqué que les sondes de températures ainsi que l'asservissement sont contrôlés annuellement. Par courriel en date du 14/03/2024, l'exploitant a transmis à l'IIC le rapport de contrôle effectué en juin 2023 par la société FAO. D'après ce rapport, il est indiqué que les capteurs de températures sont bons **excepté pour le capteur "Fin de séchage" où il est indiqué "NON". De plus, l'asservissement ne semble pas être contrôlé.**

Lors de l'inspection, l'IIC a contrôlé la présence du tuyau d'arrosage. A la demande de l'IIC, l'exploitant a ouvert, avec succès, ce tuyau.

Des consignes à suivre en cas de détection de dysfonctionnement sont affichées dans le local de contrôle. **En présence de l'exploitant, l'IIC a constaté que ces consignes ne sont pas connues de la personne qui travaillait au niveau du séchoir le jour de l'inspection.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Analyse des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant procède, [...], au contrôle de la qualité du rejet des eaux de son établissement dans les conditions suivantes : - 2 opérations par an (1/semestre dont l'une au moins lors d'un épisode pluvieux) ; - détermination des paramètres définis à l'article 4.6 du présent arrêté. [...] Les résultats de cette mesure sont transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées avec les commentaires et les actions correctives éventuellement nécessaires y compris en terme de calendrier.
Constats : L'exploitant n'a pas effectué d'analyses des eaux pluviales depuis 2022. Depuis la création du bassin de confinement, il y a deux points de rejet des eaux pluviales dans le ruisseau : <ul style="list-style-type: none"> • à proximité du séchoir ; • en aval de bassin de confinement. A noter que le séparateur d'hydrocarbures a été enlevé lors de la mise à jour des réseaux. Le bassin est muni d'une vanne siphonide afin de séparer les hydrocarbures des eaux pluviales. Aucun protocole de prélèvement d'échantillon d'eau pluviale n'a été mis en place. <ul style="list-style-type: none"> • les points de rejet au niveau ruisseau ne sont pas accessibles ; • l'IIC a constaté que l'eau présente au fond du regard situé en aval du bassin contenait beaucoup de matières en suspension.
Type de suites proposées : Mise en demeure

N° 6 : Qualité des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, Art. 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et prétraitées dans un séparateur débourbeur déshuileur avant rejet, au droit de l'établissement, dans le ruisseau du Quillivaron.
Constats : En aval du bassin de confinement se situent deux vannes : <ul style="list-style-type: none"> • une vanne pour fermer le bassin • une vanne de dérivation pour que les eaux pluviales du site puissent s'écouler dans le ruisseau sans passer par le bassin de confinement lorsque celui-ci est rempli d'eaux d'extinction en attente d'analyses. Bien que la situation ait été largement améliorée, celle-ci ne répond pas à la prescription de l'arrêté, puisque si l'exploitant effectue la dérivation du réseau : <ul style="list-style-type: none"> • les eaux pluviales peuvent lessiver des matières restées sur le site après un incendie et sont susceptibles de polluer le milieu ; • les eaux pluviales ne seront plus prétraitées car le séparateur d'hydrocarbures a été enlevé lors de la mise à jour des réseaux. L'exploitant doit prévoir les mesures nécessaires pour garantir une absence de déversement d'eaux susceptibles d'être polluées dans le ruisseau du Quillivaron. Ces mesures devront être communiquées à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Analyse des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Annexe Art. 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Secteur d'activité : Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux. Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées une fois par an à compter du 4/12/2023.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC les dernières analyses des rejets atmosphériques effectuées les 23 et 24 novembre 2021 par l'APAVE. Les résultats sont conformes. L'IIC rappelle que les émissions dans l'air sont surveillées une fois par an à compter du 4/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite